



Les ONG françaises tirent la sonnette d'alarme

DEUX JOURS avant l'ouverture du débat au Parlement, lundi 22 septembre, sur la présence des troupes françaises en Afghanistan, la vingtaine d'organisations non gouvernementales (ONG) françaises présentes dans ce pays est en ébullition.

« Il faudra combien de soldats français morts en Afghanistan pour que l'on se pose la question du retrait de nos troupes ? », s'est interrogé François Grunewald, président du groupe Urgence réhabilitation et développement (URD), au terme de la conférence de presse qui a rassemblé, vendredi à Paris, l'ensemble de ces ONG. « C'était une erreur de les envoyer là-bas, actuellement, on va tous dans le mur ! », déplore-t-il.

Les ONG françaises appellent les parlementaires français et le gouvernement à « une rupture stratégique » de l'engagement de la France et de la communauté internationale en Afghanistan. « Nous voulons tirer la sonnette d'alarme sur une situation qui s'est détériorée et sur les dangers du tout-militaire », explique Alain

Boinet, directeur général de Solidarités.

L'insécurité croissante pour les personnels, qu'ils soient afghans ou expatriés, a été évoquée par les participants. « Le débat parlementaire n'aurait pas eu lieu si les soldats français n'étaient pas morts, mais dans le même temps quatre employés d'ONG et 90 civils ont été tués en Afghanistan », poursuit M. Boinet. Plusieurs provinces sont inaccessibles aux ONG à cause des combats.

Mais le constat dépasse les seules conditions de travail. Selon elles, cinq millions de personnes seraient en situation « d'insécurité alimentaire » sur une population d'une vingtaine de millions de personnes ; avec 80 % des puits asséchés, on ne parle plus de sécheresse mais de désertification ; enfin, les institutions internationales et les médias seraient dans le déni de la « souffrance » du peuple afghan.

Les ONG françaises admettent que de nombreux projets ont vu le jour en Afghanistan en matière de reconstruction et d'aide d'urgence. Mais le constat

globalement négatif a généré, selon Pierre Lafrance, président de Madera, « un ressentiment » au sein de la population à l'égard d'une communauté internationale « qui n'a pas répondu aux attentes formulées en 2001 et 2002 ».

Si le pessimisme semble régner dans les rangs des ONG françaises en Afghanistan, il existerait des raisons d'espérer, dès lors que l'on cessera « d'ajouter la guerre à la guerre ». L'envoi de renforts de troupes françaises ou américaines désespère les humanitaires, qui « réclament une solution politique et sociale pour sortir le pays de la guerre ».

Ils appellent les députés français à sortir « des débats simplistes et caricaturaux ». « L'absence de mémoire sur l'Afghanistan est confondante », souligne M. Boinet. « L'histoire de ce pays n'a pas débuté le 11 septembre 2001 ; justifier notre présence en Afghanistan par la lutte contre le terrorisme mondial est une grave erreur, elle se joue autant en Palestine et en Irak », renchérit M. Grunewald. ■

JACQUES FOLLOROU